

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 TOULON

TOULON, le 27/10/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 20/09/2023

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VALEOR (Groupe PIZZORNO)**  
109 rue Jean Aicard  
83300 Draguignan

Références : D-UD83-2023-0519  
Code AIOT : 0006402254

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement VALEOR (Groupe PIZZORNO) implanté ZI des Férrières II 918 Route Nationale 555 83490 Le Muy. L'inspection a été annoncée le 03/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées. Dans ce contexte , un contrôle de certaines prescriptions choisies est effectué. Cette visite prend également place dans le cadre des travaux de modernisation du centre de Tri situé au Muy. Le 21/04/2023 un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires a été pris suite au dossier de porté à connaissance déposé par la société VALEOR. Les prescriptions contrôlées lors de cette visite ont été sélectionnées dans ce nouvel arrêté.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALEOR (Groupe PIZZORNO)
- ZI des Férrières II 918 Route Nationale 555 83490 Le Muy
- Code AIOT : 0006402254
- Régime : Autorisation

VALEOR , filiale du groupe PIZZORNO, exploite le centre de tri , transit, regroupement de déchets non dangereux, de la commune du Muy, depuis 2014. Cette installation était anciennement exploitée par la société SMA.

Ce centre est soumis aux rubriques 2714 et 2716 suivant le régime de l'enregistrement , ainsi qu'aux rubriques 2710, 2713, 2715 suivant le régime de la déclaration.

Cela signifie que l'installation peut recevoir les déchets suivant des particuliers et de collectivité

- Papiers, cartons, plastiques , caoutchouc , textiles, bois
- Déchet non dangereux non inertes,
- Verre,
- Métaux,

Le centre dispose actuellement de box de stockage extérieur ainsi que d'un bâtiment de tri. À terme, une halle de stockage de balles et un bâtiment de tri automatisé et robotisé (ITAR) seront ajoutés.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Moyens de lutte contre l'incendie
- Etat des Stocks

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	PLAN DE DÉFENSE INCENDIE	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-4-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	CONDITIONS DE STOCKAGE	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-7-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	CONDITIONS D'EXPLOITATION DES DIFFÉRENTS STOCKAGES	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-7-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 semaine
5	DÉTECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE/VIDÉO-SURVEILLANCE	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-8-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	ÉTAT DES STOCKS	Arrêté Préfectoral du 21/04/2023, article 3-7-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite donnée	Autre information
2	DOCUMENTS A DISPOSITION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-5-1	/	Sans objet
6	RESSOURCES EN EAU ET MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-8-2	/	Sans objet
7	RÉTENTION DES EAUX DU SITE	AP Complémentaire du 21/04/2023, article 5-2-1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de modernisation du centre de tri sont en cours donc certaines dispositions ne sont pas encore mises en place ou terminées. Lors de la visite d'inspection, seule la halle de stockage de balle avait été construite.

Cependant, cette situation ne justifie pas certaines non-conformités liées à la protection incendie ainsi que la méconnaissance de l'état des stocks.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-4-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables. Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>-les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener dès la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes);</li><li>-l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;</li><li>-les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues à l'article 7 de l'AMPG du 6 juin 2018;</li><li>-la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;</li><li>-les plans d'implantation des aires de stockage et murs coupe-feu;</li><li>-le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque zone de stockage ;</li><li>-la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité;</li><li>-la localisation des commandes des équipements de désenfumage, si elles existent;</li><li>-la localisation des interrupteurs centraux visés, ci-après;</li><li>-les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques;</li><li>-les mesures particulières prévues, nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</li></ul> Il prévoit, en outre, les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise: <ul style="list-style-type: none"><li>-les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis;</li><li>-les équipements de prélèvement à mobiliser par substance et milieux;</li><li>-les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées</li></ul>

**Constats :**

Un classeur constitué de documents à disposition des services d'intervention et de secours est disponible dans une boîte prévue à cet effet à côté du point de rassemblement .

Parmi les documents nécessaires au plan de défense incendie, il a été constaté les éléments suivants :

- Le schéma d'alarme et d'alerte incendie est composé d'une trame générale indiquant les étapes à suivre lorsqu'une alerte est donnée, ainsi que le rôle de chacun (guide file, serre-file, responsable évacuation, interlocuteur pompier...), et à quelle personne il est attribué. Des fiches réflexes détaillent également les actions à mener pour chaque rôle. Concernant le centre de tri, l'alarme est automatique (détecteurs de fumée) et le sprinklage y est asservi. De plus les employés sont équipés de talkie-walkies leur permettant de donner l'alarme par eux-mêmes et notamment de prévenir la bascule où se trouve l'un des dispositifs de déclenchement de l'alarme. **Ces informations ne sont pas précisées dans le schéma d'alarme et d'alerte et devront être rajoutées. De même, une note concernant l'évacuation des déchets en combustion, présents dans les camions à fond mouvant, devra être ajoutée.**

- Des fiches réflexes concernant les actions qui doivent être réalisées par le responsable de l'évacuation et l'interlocuteur des pompiers, décrivent l'organisation de la première intervention et de l'évacuation. Il existe également une fiche expliquant les différentes étapes à suivre lorsque l'alarme se déclenche.

- La fiche réflexe concernant le rôle de l'interlocuteur des pompiers permet également de connaître les modalités d'accueil des pompiers en périodes ouvrées. **Si la procédure est la même en période non ouvrée ou si des modifications sont effectuées (comme l'interlocuteur) en périodes non ouvrées , cela devra être précisé dans ce document.**

-Pour ce qui est de la justification des compétences du personnel, un plan de formation a été transmis à l'inspection des installations classées. Ce document montre que des formations sont arrivées à échéance sans avoir été renouvelées ni prévues d'être renouvelées. D'autres sont prévues pour 2023 sans date précises. **Ce document doit être mis à jour régulièrement.**

-Le plan de situation du site a été transmis le 22/09/2023, celui-ci représente les aires de stockage ainsi que les murs coupe feu.

- Le plan de situation transmis localise les différents poteaux incendie et les aires qu'ils couvrent. Un plan des réseaux a également été transmis le 22/09/2023. **Celui-ci devra explicitement faire apparaître la localisation de la (ou des ) vanne martellière . Une description des modalités de mise en œuvre des ressources en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque zone de stockage est également nécessaire.**

- Le DOE du sprinklage a été transmis à l'inspection des installations classées ainsi que le schéma de principe. Ces documents étant en cours d'étude par l'assureur, le PV de conformité n 'a pas encore été reçu par l'exploitant. **Ce document devra être transmis à l'inspection des installations classées à sa réception.**

-La localisation des commandes de désenfumage n'est pas nécessaire, car les bâtiments n'en sont pas équipés.

-L'interrupteur central se trouve au niveau de la bascule et des arrêts d'urgence sont répartis un peu partout dans le bâtiment. **Leur localisation devra être représentée sur un plan.** Ce plan peut être celui des moyens de lutte contre l'incendie, mais il ne devra pas être surchargé.

-Lorsque le système d'extinction automatique ne fonctionne plus, l'exploitant indique disposer de la procédure N100. Ce formulaire à destination des assureurs, étant assez sommaire, **l'exploitant devra mettre en place une procédure simplifiée en complément du N100.** Cette procédure devra décrire les moyens mis en place en cas de non fonctionnement du système d'extinction automatique.

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les fiches de données sécurité sont présentent dans une boite à côté du point de rassemblement. De plus elles sont affichées au-dessus des produits concernés</li> <li>- L'exploitant prévoir de faire appel a un prestataire désigné pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux après un incident. Cependant aucune procédure ne décrit l'organisation de cette intervention ni les modes opératoires prévus pour la réalisation des prélèvements et ces analyses. <b>L'exploitant devra mettre en place une procédure d'accès au site après un incident ainsi que les modes opératoires mis en œuvre pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux, conformément à l'article 3-4-1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023.</b></li> </ul> <p><b>L'exploitant est mis en demeure sous 3 mois de compléter son plan de défense incendie de manière à se conformer à l'article 3-4-1 de l'arrêté du 21/04/2023. Le plan de défense incendie compléter devra être transmis à l'inspection des installations classées .</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : DOCUMENTS A DISPOSITION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-5-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Documentation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie;</li> <li>-des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</li> </ul> <p>Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini à l'article 3.4.1 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan des de localisation de risques inhérents au centre de tri ainsi qu'un plan d'accès pompiers a été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>De plus le plan de défense incendie comporte une procédure décrivant les actions que l'interlocuteur des pompiers doit mener. Il est notamment amené à les accompagner sur le terrain.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : CONDITIONS DE STOCKAGE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-7-2
<b>Thème-s :</b> Risques accidentels, Gestion des matières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) issus des refus de tri et les déchets ménagers spéciaux (DMS) sont stockés dans des locaux couverts et fermés.</p> <p>[...]</p> <p>La hauteur du stockage à l'intérieur du hangar de stockage de balles est inférieure à 3 m. Ce</p>

<p>dernier comprend un mur coupe-feu sur son côté sud-ouest, vers la maison d'habitation. Le stockage est limité en partie ouest du hangar, de manière à garantir que la voie engins longeant le hangar soit toujours située en dehors des zones d'effets thermiques correspondant au seuil des effets irréversibles de 5 kW/ m<sup>2</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Parmi les travaux à réaliser, seule la halle de stockage des balles a été édifiée. Celle-ci est en exploitation, et les balles sont stockées sur 3 rangées. Chaque balle fait 1m3 (1 × 1 × 1m), donc la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 m. Cette disposition laisse notamment un espace important entre la base de la toiture et le haut des balles de stockage.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les murs entourant la halle de stockage de balle sont des murs coupe feu. De plus, sur la partie ouest du bâtiment, les balles étaient éloignées des parois, ce y qui limite le stockage.</p> <p>Concernant les DEEEE , les dispositions de stockage ne sont pas encore finalisées: ces éléments sont stockés dans des bennes non couvertes.</p> <p><b>L'exploitant est mis en demeure de protéger ce stockage en attendant la fin des travaux .</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : CONDITIONS D'EXPLOITATION DES DIFFÉRENTS STOCKAGES

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-7-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des matières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant forme ses opérateurs, établit des consignes et contrôle l'exploitation pour qu'en tous temps les conditions de stockage soient respectées.</p> <p>Les équipements et moyens de défense incendie sont accessibles en tous temps.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, les travaux de modernisation du centre de tri n'étaient pas entièrement terminés, seule la halle de stockage de balle était construite.</p> <p>Étant donné que les travaux ne sont pas terminés, les emplacements de stockage dans la halle ne sont pas encore définis. L'exploitant a indiqué vouloir étudier les différentes possibilités de stockage avant de pouvoir tracer les emplacements au sol, en attendant les consignes concernant les conditions de stockage sont diffusées auprès du personnel (pas plus de 3 balles en hauteur).</p> <p>Concernant les futurs box de stockage des déchets , l'exploitant a indiqué qu'une bande visuelle seraient installées sur les parois afin qu'il y ait un repère pour délimiter la hauteur maximale de stockage.</p> <p>Lors la visite d'inspection, la plupart des RIA du centre de tri existant étaient libres d'accès , hormis l'un d'entre eux. Ce dernier est situé au fond de la zone d'entreposage des déchets et il fallait en traverser un petit monticule pour y accéder.</p> <p><b>L'exploitant est mis en demeure de s'assurer que tous les accès aux moyens de défense incendie soient dégagés.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 semaine</p>

## N° 5 : DÉTECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE/VIDÉO-SURVEILLANCE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-8-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments de tri existant, le bâtiment ITAR et la halle de stockage des balles sont équipés de systèmes de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant.  Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site ou du personnel dédié à la surveillance du site.  Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Le site dispose également :  -d'une vidéo-surveillance,  -d'un gardiennage permanent des installations.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, le bâtiment ITAR n'était pas construit, la prescription n'a donc pas pu être vérifiée pour cette partie.  Par contre, la halle de stockage de balle était édifée et utilisée alors qu'elle n'est pas encore équipée de système de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant.</p> <p><b>L'exploitant est mis en demeure de mettre en place un système détection automatique sous 3 mois.</b>  <b>En attendant, l'espace correspondant à la zone d'effet des 8 kW doit être complètement dégagée autour de la halle de stockage de balle. Dans les espaces où cette distance ne peut être respectée ( présence de bâtiment par exemple), 10 m doivent être pris par défaut .</b></p> <p>Pour ce qui est du bâtiment de tri existant, celui-ci est équipé d'un système de sprinklage. Des ampoules qui détectent la chaleur sont réparties dans tout le bâtiment. Lorsqu'elles cassent elles actionnent des motopompes qui alimenteront les têtes de sprinklages concernées. Selon l'exploitant, les motopompes sont vérifiées régulièrement.  Une alarme est également présente dans la halle de stockage de balles. Elle peut, entre autres, être déclenchée à l'aide de bouton « coup de poing » répartis dans le bâtiment.  Le site dispose d'une vidéo surveillance reliée à la bascule et de gardiennage lorsqu'il est fermé ( samedi midi au lundi matin). Un système d'astreinte a également été mis en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : RESSOURCES EN EAU ET MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2023, article 3-8-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [ ... ]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Un dispositif d'extinction automatique par sprinklage dans le bâtiment de tri existant (hors bureau et accueil) et dans le nouveau bâtiment ITAR.</li> <li>•Une réserve d'eau d'un volume de 1 400 m<sup>3</sup>, mutualisée entre les 2 bâtiments susvisés pour alimenter les sprinklages.</li> </ul> <p>Cette réserve d'eau est équipée d'une prise directe d'aspiration de 2 x 100 mm. Les tenons sont orientés en position strictement verticale (l'un au-dessus de l'autre).  Une aire de mise en station des véhicules est matérialisée au sol. Elle est conçue de manière à ne pas empiéter (ou le moins possible) sur la voie de circulation. Elle doit rester dégagée de tout objet</p>



<p>et matériaux et ne pas servir de lieu de stockage. Sa superficie est au minimum de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m). [...]</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 6 robinets d'incendie armés, répartis dans le bâtiment d'exploitation ancien et situés à proximité des issues; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés dI) gel;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. . [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les travaux ne sont pas terminés, toutes les nouvelles dispositions d'exploitations ne sont pas encore en place.</p> <p>Pour ce qui est existant (l'ancien bâtiment de tri), un dispositif de sprincklage existe et 6 RIA sont répartis dans le bâtiment. Ces derniers sont recouverts d'une couverture isolante en cas de gel.</p> <p>Une réserve d'eau a été mise en place pour le bâtiment de tri existant, mais elle ne sera pas mutualisée avec le bâtiment de tri ITAR, car les évolutions du chantier ont amenés l'exploitant à revoir certains points de son projet. Ce dernier a expliqué qu'<b>une seconde réserve serait mise en place pour le bâtiment ITAR et que cette disposition ferait l'objet d'un porté à connaissance.</b></p> <p>Dans le cadre de ses travaux, il est rappelé à l'exploitant que ces réserves doivent disposer d'aire de mise en station de 32 m<sup>2</sup> telle que décrite dans la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 7 : RÉTENTION DES EAUX DU SITE

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/04/2023, article 5-2-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>20/28</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux zones de stockage.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement est déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction, du Centre national de prévention et de protection, de la Fédération française de l'assurance, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Transition écologique, édition Juin 2020).</p> <p>Un bassin d'un volume de 2 775 m<sup>3</sup> est situé au sud-ouest du site. Ce bassin prévu pour l'écrtage des eaux collecte également:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les eaux pluviales du site,</li> <li>-les eaux d'extinction d'incendie.</li> </ul> <p>Ce bassin est maintenu vide en permanence. Une pompe de relevage permet la vidange de celui ci vers le fossé de restitution des bassins de la zone d'activité. Le débit de fuite est de 43,2 l/s.</p> <p>Les eaux pluviales de toiture sont rejetées directement dans le milieu naturel sans passer par les débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>Les eaux de toiture et les eaux de voiries et plateformes sont gérées par un réseau séparatif. Les eaux de voiries et des plateformes passent par les 2 séparateurs/débourbeurs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-un pour la zone sud-est,</li> <li>-un pour la zone nord-ouest.</li> </ul>
<p><b>Constats:</b></p> <p>L'exploitant a transmis un plan du bassin de rétention indiquant que ce dernier pouvait contenir un volume maximal de 4 540 m<sup>3</sup>.</p> <p>Il a été constaté sur le site que le bassin était vide. En amont de ce bassin se trouvent 2 séparateurs, un pour la zone SUD – EST et un pour la zone NORD – OUEST. Chacun de ses séparateurs récupère les eaux issues de certaines parties du site.</p>

Une pompe de relevage est présente au niveau de l'exutoire du bassin. Une Vanne guillotine permet également d'isoler le bassin en cas d'incendie. Ces dispositifs sont asservis au sprinklage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : ETAT DES STOCKS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/2023, article 3-7-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Quantité de déchet stockée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail, lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas connaître l'état des stocks sur son site au moment présent . Il a indiqué qu'un comptage des balles était effectué le vendredi.</p> <p><b>L'exploitant est mis, sous 3 mois, en demeure de tenir un état des stocks à jour, conformément à l'article 3-7-1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## Modèle d'arrêté de mise en demeure de respecter une prescription

### République Française

**ARRÊTÉ N ° ... du ..... portant mise en demeure**  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**  
**Société.....à [précisez le nom de la commune], installations de .....**

#### **LE PRÉFET DU Var**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaires, modifiant les prescriptions applicables aux installations de tri transit de déchet, délivré le 21/04/2023 à la société VALEOR situé sur commune du Muy, concernant notamment les rubriques 2714, 2716, 2710, 2713, 2725 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023 susvisé ;

**Vu** l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023 susvisé ;

**Vu** l'article 3.7.3 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023 susvisé ;

**Vu** l'article 3.8.1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023 susvisé ;

**Vu** l'article 3.7.1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023 susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ; [Le préfet fixe lui-même le délai dans lequel l'exploitant doit répondre]

[**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [précisez la date]

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 20/09/2023 , l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le plan de défense incendie n'est pas complet :
  - Le plan de formation du personnel n'est pas à jour,
  - Le plan de situation ne fait pas apparaître la localisation de la vanne martellière ni les modalités de mise en œuvre des ressources en eau nécessaire à l'extinction d'un incendie,
  - Le PV de conformité du sprincklage n'a pas été transmis ,
  - La localisation des arrêts d'urgence n'est pas représentée sur un plan,
  - Les mesures particulières prévues, nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie ont été réduites à la présence du formulaire N100,

- Il n'y a pas de dispositions particulières de prévue pour la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux à l'intérieur et à l'extérieur du site après un incendie,
- Le Stockage des DEE n'est pas effectué dans des locaux couverts et fermés,
- L'accès à l'un des RIA du centre de tri était encombré par des déchets,
- La halle de stockage de balle est exploitée sans système de détection automatique d'incendie,
- L'état des stocks n'est pas tenu à jour,

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.4.1, 3.7.2, 3.7.3, 3.8.1, 3.7.1, de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société *VALEOR* de respecter les prescriptions dispositions des articles 3.4.1, 3.7.2, 3.7.3, 3.8.1, 3.7.1, de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du VAR

## **ARRETE**

**Article 1** - La société VALEOR exploitant une installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux sise ZI des Ferrières II 918 Route Nationale 555 sur la commune du Muy est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :

- L'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023  
En complétant, sous 3 mois, son plan de défense incendie.
- L'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023,  
En couvrant, sous 1 mois, les bennes de stockage des DEEE.
- L'article 3.7.3 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023,  
En s'assurant, sous 1 semaine, que tous les moyens de luttés contre l'incendie sont faciles d'accès,
- L'article 3.8.1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023,  
En installant, sous 3 mois, dans la halle de stockage de balle, un système automatique de détection incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant.  
  
En attendant tout stockage est interdit dans la zone d'effet des 8kW, et lorsque cette donnée n'est pas connue, par défaut sur une distance de 10 m .
- L'article 3.7.1, de l'arrêté préfectoral du 21/04/2023,

En mettant en place, sous 3 mois, un système permettant de tenir à jour de manière pérenne l'État des stocks, conformément à l'article susvisé.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Draguignan, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux [articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4** - le présent arrêté sera notifié à la société VALEOR et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
  - Monsieur le Maire de la commune du Muy
  - Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté